

DELIBERATION N° 2008/04-01 - DELEGATIONS DE COMPETENCES DU CONSEIL MUNICIPAL A MONSIEUR LE MAIRE

Madame RAVON, rapporteur, rappelle aux membres du Conseil Municipal que l'Assemblée peut déléguer à Monsieur le Maire certaines compétences, conformément à l'article L 2122-22 L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi qu'il suit :

- 1/arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux (article L 2122-22 1°),
- 2/fixer les tarifs des droits de place du marché municipal et de la fête foraine qui sont respectivement de 0,60 € et 0,45 € le mètre linéaire (article L 2122-22 2°),
- 3/procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget voté par le Conseil Municipal, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions relatives au placement de fond, et de passer à cet effet les actes nécessaires (article L 2122-22 3°),
- 4/prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à un seuil défini par décret ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrites au budget (article L 2122-22 4°),
- 5/décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans (article L 2122-22 5°),
- 6/passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre afférentes (article L 2122-22 6°),
- 7/créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux (article L 2122-22 7°),
- 8/prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières (article L 2122-22 8°),
- 9/accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges (article L 2122-22 9°),,
- 10/décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € (article L 2122-22 10°),
- 11/fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts (article L 2122-22 11°),
- 12/fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la Commune à notifier aux expropriés, et répondre à leurs demandes (article L 2122-22 12°),
- 13/fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme (article L 2122-22 14°),

- 14/exercer, au nom de la Commune, les droits de préemption, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien dans les limites de 300 000 € (article L 2122-22 15°),
- 15/intenter au nom de la Commune les actions en justice et défendre la commune dans les actions intentées contre elle, devant les juridictions administratives et judiciaires (constitution de partie civile et tous actes de procédure) (article L 2122-22 16°),
- 16/régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux, dans la limite de 20 000 € (article L 2122-22 17°),
- 17/donner l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local (article L 2122-22 18°),
- 18/signer la convention précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une ZAC et de signer la convention précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux (article L 2122-22 19°),
- 19/réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé dans le limite de 150 000 € (article L 2122-22 20°),

En cas d'empêchement du Maire, il pourra être suppléé par un adjoint, dans l'ordre des nominations du tableau pour l'exercice des délégations précitées.

Avant de passer au vote, Monsieur le Maire demande s'il y a des questions ?

Monsieur GAUZELIN du Groupe Ludres Ensemble demande la parole :

« Nous demandons que dans le cadre des 19 points de délégation de compétences qui nous sont soumis et pour lesquels Ludres Ensemble ne s'oppose pas, vous vous engagiez Monsieur le Maire, dans un esprit de transparence à l'égard du Conseil Municipal, à donner toutes les informations utiles et nécessaires et ce régulièrement, sur les questions pour lesquelles vous serez amené à exercer votre compétence au nom dudit Conseil. Même si rien ne peut vous y faire obligation légale, il nous semble important de s'engager mutuellement dans un climat de confiance et de coresponsabilité partagée ».

Monsieur le Maire précise qu'il prend note de ses arguments.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
décide à l'unanimité :

- de déléguer à Monsieur le Maire et pour toute la durée de son mandat, les compétences recensées dans l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, ci-dessus énumérées,
- d'autoriser Monsieur le Maire à prendre les décisions correspondantes.